

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du vendredi 22 novembre 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 15
Procuration(s) : 3
Absent(s) : 8
Nombres de votants : 18
Votes pour : 18
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : jeudi 31 octobre 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0289

Relative à l'avis du Conseil départemental sur le projet décret concernant les aides en investissement allouées à l'électrification rurale (FACE)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Nadjima SAID, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Ali OMAR, Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Madame Bibi CHANFI

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Alain SARMENT

Secrétaire de séance désignée :

Madame Farianti M'DALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales
- Vu** la loi n° 2015-992 du 17 Août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte
- Vu** les délibérations n°2017-00017 et n°2017-00018 du 28 Février 2017, validant respectivement la Programmation pluriannuelle de l'énergie de et la Plan Climat Énergie Territorial de Mayotte
- Vu** le code de l'environnement
- Vu** la délibération n°DL_AP2021 0197 du 01 juillet 2021 relative à l'élection de monsieur OUSSENI Ben Issa , président du conseil départemental de Mayotte
- Vu** la saisine du préfet de Mayotte en date du 7 octobre 2024

Considérant le rapport n°2024-2370 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant l'avis de la commission Administration générale, Travaux et
en date du 21 novembre 2024.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : d'émettre un avis favorable au projet de décret concernant les aides en investissement
allouées à l'électrification rurale (FACE) ;

Article 2 : en application des dispositions de l'article R.421-1et suivants du code de justice administrative,
cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans
les deux mois qui suivent sa publication « et son affichage » et sa transmission au Représentant de
l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI



Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 04 octobre 2024

Le préfet de Mayotte
Délégué du Gouvernement

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU



Objet : Projet de décret relatif aux aides de l'électrification rurale (Facé) .

P. Jointe: 1

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le projet de décret relatif aux aides de l'électrification rurale (Facé).

En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr
consultation@mayotte.pref.gouv.fr

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est à notifier expressément sous délai de **1 mois** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet /secrétaire général

Sabry HANI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la transition écologique, de
l'énergie, du climat et de la prévention
des risques

Décret n° du Relatif aux aides pour l'électrification rurale

NOR : TECR2421591D

***Publics concernés :** collectivités territoriales, autorités organisatrices du réseau public de distribution d'électricité*

***Objet :** aides aux investissements en faveur des réseaux électriques de distribution en milieu rural*

***Entrée en vigueur :** le texte entre en vigueur au 1^{er} janvier 2025*

***Notice :** le décret fait évoluer les règles d'attribution et de gestion du dispositif de « financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACE), dans un objectif de plus grande performance du dispositif nécessaire à la facilitation de l'accueil de la transition énergétique sur les réseaux publics de distribution d'électricité*

***Références :** le décret, pris pour l'application de l'article 14 de la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat, peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>)*

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre déléguée chargée de l'énergie auprès de la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques,

Vu le code de l'énergie, notamment ses articles L. 322-1 à L. 322-7 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2224-31 et L. 3232-2 ;

Vu la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 97-1198 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministre de l'équipement, des transports et du logement du 1° de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2020-1561 du 10 décembre 2020 relatif aux aides pour l'électrification rurale ;

Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement ;

Vu l'avis du conseil à l'électrification rurale en date du 24 septembre 2024 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'énergie en date du ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du ;

Vu la saisine du conseil territorial de la Guyane en date du ;

Vu la saisine du conseil départemental de la Guadeloupe en date du ;

Vu la saisine du conseil régional de la Guadeloupe en date du ;

Vu la saisine du conseil départemental de La Réunion en date du ;

Vu la saisine du conseil exécutif de la Martinique en date du ;

Vu la saisine du conseil départemental de Mayotte en date du ;

Vu la saisine du conseil régional de La Réunion en date du ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Barthélemy en date ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Martin en date du ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

TITRE I^{ER}

DEFINITION DES AIDES

Article 1^{er}

Les aides à l'électrification rurale dont peuvent bénéficier les autorités organisatrices d'un réseau public de distribution d'électricité mentionnées à l'article L.2224-31 du code général des collectivités territoriales pour leur action de maîtrise d'ouvrage, sont réparties en deux programmes annuels.

1° Le programme principal comprend les aides mentionnées au septième alinéa du I de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales selon les sous-programmes :

- « renforcement des réseaux » ;
- « extension des réseaux » ;
- « enfouissement des réseaux pour raisons environnementales » ;
- « sécurisation des réseaux à fils nus » ;

- « lignes à très haute tension » ;
- « amélioration de la résilience des réseaux aux aléas climatiques ».

Le programme principal comprend également les dépenses de fonctionnement de la mission chargée de la gestion et du contrôle des aides à l'électrification rurale.

2° Le programme spécial comporte les aides mentionnées au neuvième alinéa du I de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales selon les sous-programmes :

- « opérations de production décentralisée d'électricité renouvelable en sites isolés » ;
- « opérations de production décentralisée d'électricité renouvelable en zone non interconnectée » ;
- « maîtrise de la demande d'électricité » ;
- « opérations de transition énergétique et de développement de solutions innovantes permettant une gestion plus efficace du réseau électrique ».

Le ministre chargé de l'énergie peut créer par arrêté pris après avis du conseil à l'électrification rurale un sous-programme nouveau pour une durée donnée et pour une action territoriale spécifique.

Article 2

I. - Les aides à l'électrification rurale bénéficient, sous réserve des dispositions des II et III, aux travaux ou opérations effectués sur le territoire de communes qui remplissent les conditions suivantes :

1° Leur population totale est inférieure à deux mille habitants ;

2° Elles ne sont pas comprises dans une unité urbaine, au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques, dont la population totale est supérieure à cinq mille habitants.

La population totale d'une commune ou d'une unité urbaine est appréciée au regard du dernier recensement en vigueur à la date de l'arrêté mentionné au IV du présent article.

Toutefois, le préfet peut, à la demande d'une autorité organisatrice du réseau public de distribution d'électricité et après avis du ou des gestionnaires de réseau concernés, étendre par arrêté motivé le bénéfice des aides à des travaux effectués sur le territoire de communes dont la population totale est inférieure à cinq mille habitants, compte tenu notamment de leur isolement ou du caractère dispersé de leur habitat ou de leur densité de population.

Le préfet peut également soustraire une autorité organisatrice du réseau public de distribution d'électricité, à sa demande, du bénéfice du régime de l'aide à l'électrification rurale.

II. - Dans les départements d'outre-mer, les aides à l'électrification rurale bénéficient aux travaux ou opérations effectués sur le territoire des communes autres que celles énumérées ci-après :

1° Les Abymes, Basse-Terre, Pointe-à-Pitre et Saint-Claude pour le département de la Guadeloupe ;

2° Cayenne pour le département de la Guyane ;

3° Fort-de-France, Schoelcher et Trinité pour le département de la Martinique ;

4° Le Port, Saint-Denis et Saint-Pierre pour le département de La Réunion ;

5° Mamoudzou (uniquement les villages de Mamoudzou, M'Tsapéré, Kaweni et Cavani) pour le département de Mayotte.

Toutefois, le préfet peut, à la demande d'une autorité organisatrice du réseau public de distribution d'électricité et après avis du ou des gestionnaires de réseau concernés, étendre par arrêté motivé le bénéfice des aides à des travaux ou opérations effectués sur le territoire des communes mentionnées ci-dessus ou, pour Mayotte, effectués sur le territoire des secteurs de la commune de Mamoudzou mentionnés ci-dessus.

Le préfet peut également soustraire une autorité organisatrice du réseau public de distribution d'électricité, à sa demande, du bénéfice du régime de l'aide à l'électrification rurale.

III. - Dans les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, les aides à l'électrification rurale bénéficient aux travaux ou opérations effectués sur le territoire de l'ensemble des communes.

IV. - Dans chaque département le préfet arrête, au plus tard le 1er décembre suivant le renouvellement général des conseils municipaux, la liste des communes relevant du régime de l'électrification rurale. Cet arrêté prend effet le 1er janvier de l'année qui suit ce renouvellement.

Les aides à l'électrification rurale peuvent exceptionnellement, sauf avis défavorable dûment motivé du gestionnaire du réseau de distribution publique d'électricité saisi avant l'engagement de la consultation prévue à l'article R323-25 du code de l'énergie, soutenir une opération dont une partie des ouvrages n'est pas située sur le territoire éligible défini au présent article, dès lors que cette partie des ouvrages est indispensable à la bonne fin de l'opération.

Article 3

Lorsque postérieurement à la prise de l'arrêté préfectoral mentionné au IV de l'article 2, une commune est créée en application de l'article L.2113-2 du code général des collectivités territoriales, le territoire éligible aux aides à l'électrification rurale défini par ledit arrêté dans le département, reste inchangé jusqu'au renouvellement général des conseils municipaux suivant. Ainsi le territoire d'une commune nouvellement créée peut comporter pour la durée restante jusqu'au renouvellement général des conseils municipaux suivant, une zone éligible correspondant au territoire éligible des anciennes communes constituantes et de la même façon une zone non éligible.

Article 4

Les subventions de l'électrification rurale sont attribuées au titre d'un sous-programme et d'une année de programmation, à une autorité organisatrice du réseau public de distribution d'électricité mentionnée à l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales.

Les aides financent les opérations d'investissement et prennent en compte les dépenses de travaux ainsi que les dépenses des prestations directement associées à la définition des travaux et à leur réalisation.

Les sous-programmes de « renforcement des réseaux », d'« extension des réseaux », d'« enfouissement des réseaux pour raisons environnementales » et de « sécurisation des réseaux à fils nus » définis à l'article 1, font l'objet de subventions attribuées chacune, à un ensemble d'opérations de même nature, après détermination annuelle d'un droit à subvention par département défini après avis du Conseil à l'électrification rurale. Le montant de ce droit à subvention est basé sur les données collectées tous les deux ans auprès des autorités organisatrices d'un réseau public de distribution d'électricité bénéficiaires des aides, conformément au dixième alinéa du I de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales. La détermination des droits à subvention peut intégrer des réductions et des bonifications destinées à favoriser l'utilisation dynamique des droits à subvention et des subventions.

Les autres sous-programmes font l'objet d'une aide spécifique attribuée ensemble d'opérations.

Le taux des subventions de l'électrification rurale est fixé dans la limite de 80 % du coût hors taxe du projet.

Pour les sous-programmes de « renforcement des réseaux », d'« extension des réseaux », d'« enfouissement des réseaux pour raisons environnementales » et de « sécurisation des réseaux à fils nus », le taux maximal de subvention est fixé selon un barème.

Pour les autres sous-programmes, le taux de subvention est déterminé spécifiquement par opération par le ministre chargé de l'énergie.

Un arrêté du ministre chargé de l'énergie pris en application du présent décret après avis du conseil à l'électrification rurale précise l'objet des sous-programmes mentionnés à l'article 1 et les règles de répartition annuelle des droits à subventions basés sur les données collectées, mentionnées au présent article, ainsi que le barème des taux d'aide mentionné au présent article.

TITRE II MISE EN PLACE DES AIDES

Article 5

Un arrêté du ministre chargé de l'énergie, pris après avis du conseil à l'électrification rurale, établit annuellement la répartition des crédits entre les différents sous-programmes définis à l'article 1er.

Article 6

Les droits à subvention définis à l'article 4 sont notifiés par le ministre chargé de l'énergie chaque année.

Pour un département donné, les droits à subvention sont attribués à l'autorité organisatrice du réseau public de distribution bénéficiaire des aides à l'électrification rurale lorsque cet établissement public réunit tous les maîtres d'ouvrage pouvant bénéficier des aides à l'électrification rurale dans le département.

Lorsque les maîtres d'ouvrage ne sont pas réunis, les autorités organisatrices désignent l'une d'entre elles comme mandataire pour proposer, sur la base des demandes de financement présentées par chacune d'entre elles, la sous-répartition des droits fixés pour le département. A défaut, le conseil départemental peut désigner l'une d'entre elles comme mandataire ou assurer lui-même cette fonction. Le mandataire est chargé pour l'ensemble des opérations du département, d'établir la planification de l'investissement et d'en assurer le suivi ainsi que celui de l'utilisation des subventions, en coordination avec les autres autorités bénéficiaires.

Le mandataire soumet ses propositions au conseil départemental qui règle la sous-répartition des droits à subvention entre les autorités organisatrices du réseau public de distribution d'électricité et la communique au ministre chargé de l'énergie.

Article 7

Pour les sous-programmes concernés par le droit à subvention, un transfert de droit à subvention peut être réalisé d'un sous-programme vers un autre sous-programme sur demande de la collectivité bénéficiaire. Le transfert doit être effectif avant la demande de subvention.

La collectivité bénéficiaire des droits à subvention peut solliciter le report d'une partie des droits à subvention de l'exercice en cours vers les exercices qui suivent, sous réserve et dans la limite

des crédits disponibles lors des exercices qui suivent. La collectivité perçoit une partie des droits à subvention.

Le transfert et le report sont précisés par l'arrêté prévu à l'article 4.

Article 8

Pour les sous-programmes concernés par le droit à subvention, sur la base et dans la limite de ces droits à subvention disponibles, les autorités organisatrices de la distribution d'électricité déposent les demandes de subvention avant un terme fixé par l'arrêté prévu à l'article 4 qui ne peut dépasser la fin de l'année en cours.

La demande est accompagnée de la liste des opérations prévues. Cet état prévisionnel permet la description technique et financière des opérations, son contenu est précisé par l'arrêté prévu à l'article 4.

Pour les sous-programmes qui ne sont pas concernés par le droit à subvention, les autorités organisatrices de la distribution d'électricité peuvent déposer une demande de subvention à tout moment auprès du ministre chargé de l'énergie dans les conditions prévues par l'arrêté prévu à l'article 4.

Article 9

Sur la base de la demande de subvention de l'autorité organisatrice de la distribution d'électricité et en particulier de l'état prévisionnel lorsqu'il est exigé, le ministre chargé de l'énergie établit une décision attributive de subvention pour un sous-programme et une année de programmation, indiquant le montant plafond de l'aide. L'état prévisionnel initial est annexé à la décision attributive lorsqu'il est exigé. L'état prévisionnel initial est constitué par l'état prévisionnel dressé à la date de la décision attributive de la subvention.

Pour les sous-programmes qui ne sont pas concernés par l'état prévisionnel, le ministre chargé de l'énergie peut annexer à la décision attributive de subvention un état financier définissant les conditions maximales du financement.

Le ministre chargé de l'énergie communique la décision attributive de subvention à l'autorité organisatrice du réseau public de distribution d'électricité bénéficiaire de l'aide.

Les modalités de la mise en place de la décision attributive de subvention sont précisées par l'arrêté prévu à l'article 4.

TITRE III UTILISATION DES AIDES

Article 10

Une première demande de versement de subvention doit avoir été déposée avant un terme fixé par l'arrêté prévu à l'article 4 qui ne peut dépasser la fin de l'année qui suit l'année de programmation de la subvention.

Les aides sont utilisées dans un délai maximal fixé par l'arrêté prévu à l'article 4 qui ne peut dépasser quatre années après l'année de leur programmation.

Le versement des aides peut être réalisé en plusieurs acomptes.

Des réductions d'aide peuvent être appliquées lorsque les subventions attribuées ne sont pas utilisées en totalité ou lorsque les règles d'utilisation ne sont pas respectées.

L'arrêté prévu à l'article 4 précise les règles d'utilisation des aides et les conditions dans lesquelles elles doivent être faites.

Article 11

Par dérogation au II de l'article 5 du décret du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement, le commencement d'exécution est permis à une date antérieure à la réception de la demande de subvention, dans des limites fixées par l'arrêté prévu à l'article 4.

TITRE IV EVALUATION DE L'UTILISATION DES AIDES

Article 12

Le ministre chargé de l'énergie met en œuvre un dispositif d'évaluation de l'utilisation des aides dans le but de vérifier leur efficacité. Le dispositif consiste notamment en un contrôle du respect des règles de financement de l'électrification rurale exercé sur la base des pièces fournies par les collectivités bénéficiaires des aides. Le dispositif comporte aussi le recensement et le contrôle de données techniques et économiques destinées à alimenter la base de données nationale.

Le ministre chargé de l'énergie habilite les agents chargés du contrôle à procéder aux enquêtes nécessaires auprès des bénéficiaires des aides à l'électrification rurale.

Le ministre chargé de l'énergie établit chaque année un rapport d'évaluation de l'efficacité des aides sur l'exercice écoulé qui est présenté au conseil à l'électrification rurale.

Des contrôles complémentaires sur site peuvent être réalisés par sondage.

L'arrêté prévu à l'article 4 précise la teneur des données recensées ainsi que les conditions dans lesquelles se déroulent les contrôles.

TITRE V MISE EN APPLICATION

Article 13

Le décret susvisé du 10 décembre 2020 est abrogé. Toutefois, les règles relatives aux modalités de versement des acomptes et des soldes des subventions se rapportant à des années de programmation antérieures à 2025 contenues aux articles 12 à 15 de ce décret demeurent applicables à ces subventions jusqu'à leur terme.

Article 14

La ministre déléguée chargée de l'énergie auprès de la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et le ministre chargé des Outre-mer auprès du premier ministre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le .

Par le Premier ministre :

Michel BARNIER

La ministre déléguée chargée de l'énergie
auprès de la ministre de la transition
écologique, de l'énergie, du climat et de la
prévention des risques,

Olga GIVERNET

Le ministre de l'économie, des finances et
de la souveraineté industrielle et
numérique,

Antoine ARMAND

Le ministre chargé des Outre-mer auprès
du premier ministre,